



le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 17 juillet 2023 N° 497 PRIX : 0,60 Euro

Au Sénégal comme ailleurs,



Migrants secourus au large du Maroc en novembre 2021 (Borja Suarez / Reuters)

**c'est la misère engendrée par le capitalisme
qui pousse les migrants à risquer leur vie.**

- **Sommaire au verso**
-
-

Sommaire

Éditorial

Au Sénégal comme ailleurs, c'est la misère engendrée par le capitalisme qui pousse les migrants à risquer leur vie.

Page 4 **Sénégal** : un symbole de la colonisation remplacé par celui de la soumission aux intérêts de l'impérialisme français.

Pages 4 à 7 **Côte d'Ivoire**

▶ Ce n'est pas la pluie qui tue, c'est le capitalisme.

▶ Huit morts dans l'effondrement d'un immeuble en construction à Angré.

▶ Abobo : l'État aggrave la pauvreté des habitants.

▶ Un acte odieux à l'image de cette société barbare.

▶ Odienné : travailleurs en lutte contre la rapacité patronale.

▶ Yamoussoukro : une petite victoire des travailleurs.

Pages 7-8 **Madagascar** : Rio Tinto empoisonne l'eau et la terre.

Pages 9-10 **France** : l'espoir n'est ni dans la résignation, ni dans la violence destructrice.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

AU SÉNÉGAL COMME AILLEURS, C'EST LA MISÈRE ENGENDRÉE PAR LE CAPITALISME QUI POUSSE LES MIGRANTS À RISQUER LEUR VIE

Depuis le retour de l'été, le nombre d'embarcations transportant des migrants à destination de l'Europe a fortement augmenté. Selon un habitant de Mbour, ville située 80 km de Dakar, une dizaine de pirogues seraient parties de la région depuis le mois de juin et ça continuera ainsi jusqu'en septembre. Elles partent aussi d'autres régions du Sénégal ou de la Mauritanie.

La misère qui pousse toujours plus de migrants à quitter le pays malgré les risques encourus, est plus grande que la peur de mourir noyé. Malheureusement, nombre d'entre eux perdent leur vie lors de la traversée car leurs embarcations ne sont pas faites pour affronter la haute mer.

Selon l'ONG Caminando Fronteras (qui œuvre pour la protection des droits des migrants) trois bateaux ont disparu avec au moins 300 migrants à bord, deux seraient partis de la région de Mbour fin juin et le troisième de Kafountine, une autre ville côtière du Sénégal. Deux semaines après, les recherches effectuées par les garde-côtes espagnols n'ont toujours rien donné.

Selon cette ONG, cette route migratoire partant des côtes de l'Afrique de l'Ouest vers les côtes espagnoles des Canaries, est l'une des plus dangereuses et meurtrières au monde. Au moins 250 embarcations (pirogues en bois ou canots pneumatiques cabossés) auraient coulé avec leurs passagers entre 2018 et 2022. Ces naufrages auraient causé la mort de 7 865 personnes originaires de 31 pays différents, dont 1 273 femmes et 383 enfants - soit une moyenne de 6 victimes par jour.

Avec l'aggravation de la crise économique et les flambées successives des prix des denrées alimentaires, la situation ne peut malheureusement qu'empirer et le désespoir poussera toujours plus de gens à tenter leur chance ailleurs, particulièrement vers l'Europe.

Depuis la création de Frontex (une agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes) en 2004, les dirigeants des États européens tentent d'ériger un « mur » de surveillance militarisée autour de l'Europe pour dissuader les migrants. Le budget total alloué à Frontex, en constante augmentation depuis 2016, a dépassé les 754 millions d'euros en 2022, contre 535 millions l'année précédente.

Des agents, des armes, des véhicules, des drones, des bateaux et divers autres équipements de surveillance sophistiqués tels que des caméras thermiques, sont utilisés pour empêcher les migrants d'accoster sur les côtes européennes. En 2019, l'Union Européenne a renforcé Frontex en augmentant son budget et sa capacité d'intervention. Le nombre de gardes-frontières, actuellement 1 500, passera à 10 000 d'ici à 2027.

En même temps, l'UE exerce une forte pression sur les États africains, notamment sur le Sénégal qui est devenu au fil des ans un pays de transit pour rejoindre l'Europe. Une grande partie de l'aide européenne au développement est désormais conditionnée à la lutte contre la migration irrégulière. Des négociations sont en cours pour intégrer le Sénégal et la Mauritanie dans la stratégie de Frontex.

Les dirigeants de ces deux pays sont évidemment tentés par cette manne dont une partie pourra éventuellement atterrir directement sur leurs comptes personnels. Ceux de la Mauritanie sont déjà en négociation avancée mais ceux du Sénégal semblent hésiter car en cette période où le gouvernement fait face à une contestation sociale importante, beaucoup de voix s'élèvent déjà pour l'accuser de vouloir jouer le rôle de garde-côte des pays européens.

Les braises des dernières émeutes qui viennent de secouer le pouvoir de Macky Sall ne sont pas encore totalement éteintes et le gouvernement craint de provoquer la moindre étincelle. C'est cette crainte qui a conduit le ministre de l'Intérieur de Macky Sall à intervenir précipitamment devant les caméras dès que la nouvelle de la disparition de trois bateaux transportant au moins 300 migrants, a commencé à faire du bruit sur les réseaux sociaux. Il a voulu calmer les esprits en déclarant que c'est une fausse information et que ceux qui étaient considérés comme disparus ont "été secourus dans

les eaux territoriales marocaines » et qu' « ils se portent bien ».

Il se trouve qu'en déclarant cela c'est lui qui se trouve en flagrant délit de fausse information puisque les 276 personnes secourues dont il parle n'ont rien à voir avec les 300 disparues qui sont toujours recherchées. C'est l'ONG Caminando Fronteras qui a « rectifié » les paroles du ministre de l'Intérieur. La prochaine fois il tournera peut-être sept fois sa langue dans sa bouche avant de dire des sottises.

Probablement poussé par la même crainte, Macky Sall a déclaré récemment qu'il ne briguera pas un troisième mandat présidentiel à l'occasion de l'élection prévue pour février 2024. S'il croit que ça suffira pour calmer la colère de la population, il fait fausse route.

Les raisons profondes qui poussent de nombreux jeunes issus des classes pauvres à partir coûte que coûte vers l'Europe, sont en parties les mêmes que celles qui poussent une partie de la jeunesse des quartiers populaires des grandes villes à sortir dans la rue pour crier leur colère contre le pouvoir en place. Ces raisons sont le chômage, la vie-chère et la misère c'est-à-dire les conséquences du capitalisme auxquelles s'ajoutent l'arrogance et le mépris du pouvoir.



Des gardes-frontières de Frontex, chargés de refouler les migrants se dirigeant vers l'Europe.

Sénégal

UN SYMBOLE DE LA COLONISATION REMPLACÉ PAR CELUI DE LA SOUMISSION AUX INTÉRÊTS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le 10 juillet 2023, l'avenue Faidherbe située au cœur de la capitale sénégalaise a été débaptisée, elle portera désormais le nom de Macky Sall, actuel président du Sénégal. Par ce geste, le maire de la commune de Dakar-Plateau, veut rendre hommage à celui qu'il qualifie d'«*illustre homme d'État, leader et bâtisseur hors pair*».

Ce qu'on peut déjà dire de ce geste c'est qu'en matière de cirage de pompe, ce maire qui est en même temps ministre de l'Environnement de Macky Sall, est « hors pair ». Il a fallu quand même attendre 63 années après l'indépendance pour que cette avenue portant le nom de cet officier de l'armée française qui s'est illustré au milieu du 19^{ème} siècle par des massacres de populations lors de la colonisation du Sénégal no-

tamment, disparaisse enfin de la vue des passants. Mais si c'est pour laisser la place à Macky Sall, un autre serviteur de l'impérialisme français du 21^{ème} siècle, on n'aura fait que moderniser le nom des acteurs tout en conservant le fond politique.

Reste à savoir si le nom de Macky Sall aura la même longévité que celui de Faidherbe, l'avenir le dira. Mais quand les travailleurs se révolteront et prendront le pouvoir, ils ne se contenteront pas de balayer les symboles du colonialisme et de l'impérialisme. Ils mettront à bas le système capitaliste et le remplaceront par un autre système basé non plus sur l'exploitation et sur l'oppression mais sur la satisfaction des besoins de l'écrasante majorité.



Depuis le 10 juillet 2023, l'avenue Faidherbe située au Plateau à Dakar, a été débaptisée et porte désormais le nom de l'actuel président du Sénégal.

Côte d'Ivoire

CE N'EST PAS LA PLUIE QUI TUE, C'EST LE CAPITALISME

La nuit pluvieuse du jeudi 6 au vendredi 7 juillet a été une nuit d'horreur. À Micao Brassivoire, 4 membres d'une même famille ont été ensevelis par un éboulement de terrain. Les pompiers alertés ont mis deux heures pour arriver sur le lieu du drame.

Entretemps, des voisins avaient déjà sorti les cadavres des décombres. À gescomanutention, c'est le mur d'une usine qui s'est effondré faisant 3 morts. À Micao Petit Bouaké, l'inondation a fait 4 morts. Dans la seule nuit du 6 juillet, ce sont au total 14

personnes qui ont perdu la vie et 3 autres portées disparu. Ce bilan est très lourd et peut-être encore provisoire.

Nous nous sentons directement concernés par ces drames car ce sont les nôtres, des travailleurs et des pauvres comme nous qui sont morts et nous savons pourquoi ils sont morts.

Les salaires sont misérables et en même temps, chaque jour le coût de la vie ne cesse de grimper, nous nous enfonçons dans la misère. Dans ces conditions, où habiter ? Pour la plupart des travailleurs, c'est dans des quartiers précaires, et dans des zones

dites à risques. C'est la misère dans laquelle nous plonge ces capitalistes exploiters qui oblige la plupart d'entre nous à vivre dans des zones dangereuses. Cela n'a rien à voir avec la fatalité !

Des membres du gouvernement se sont rendus sur les lieux et ont versé des larmes de crocodile sur le sort des morts. La seule chose qu'ils avaient à la bouche c'est : « Quittez les zones à risques ! ». Ils savent que les habitants de ces quartiers n'ont pas les moyens de les quitter mais ils les tiennent pour responsables de leur propre malheur. Ils montrent là tout le mépris qu'ils ont envers les travailleurs et les pauvres.

HUIT MORTS DANS L'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE EN CONSTRUCTION À ANGRÉ

Le 30 juin 2023, un immeuble de 6 étages en construction à Angré Bessikoi, s'est effondré. Le bilan officiel fait état de 8 morts et 9 blessés.

Une fois de plus, le ministère de la Construction a vite fait de se dédouaner, disant qu'il n'avait pas délivré d'autorisation de construire pour ce bâtiment. Tout le monde sait que la majorité des constructions dans ce pays ne dispose pas d'acte de propriété et par voie de conséquence, pas d'autorisation de construction.

Au mois de mars, deux effondrements similaires avaient fait plus de 12 morts et des dizaines de blessés à Abidjan. Ce même ministère avait alors promis de prendre des dispositions pour ne plus que de pareils drames se reproduisent. Rappelons que depuis 2020, ce sont plus de 20 bâtiments qui se sont ainsi écroulés.

Le capitalisme, c'est le profit maximum. Que des ouvriers du bâtiment ou des gens de

condition modeste en meurent, ce n'est pas vraiment leur affaire.

Ce ne sont pas les promesses et les blablas des autorités en charge du logement qui mettront fin à ce genre de drame, surtout avec l'urbanisation galopante de la ville d'Abidjan et l'envolée des prix de matériaux de construction.



Des immeubles en construction qui s'écroulent deviennent de plus en plus fréquents en Côte d'Ivoire.

ABOBO : L'ÉTAT AGGRAVE LA PAUVRETÉ DES HABITANTS

Depuis le 3 juillet 2023, l'État a encore élevé le niveau de pauvreté dans la commune d'Abobo. Pour la construction d'une route, il

a rasé des habitats qui sont aussi des lieux de travail des pauvres.

Les plus anciens étaient là depuis trente ans. On trouvait des ateliers de menuiserie, des mécaniciens, des ferronniers, des groupements de femme qui fabriquaient de l'attiéké. Aussi, on trouvait des constructions servant de lieu de restauration, de maquis et autres vendeurs d'aliment ou matériels. À cela il faut ajouter les dizaines de couturiers, de coiffeurs, de gérants de cabines téléphoniques, etc. On voyait les jeunes garçons et filles s'entraîner au football.

C'est plus d'un millier de personnes dont les deux tiers étaient des femmes qui faisaient leur petit commerce pour subvenir à leur besoin, sachant que leur mari qui travaille dans les entreprises perçoit généralement un

salaire misérable ne répondant plus aux charges de la famille. Ce sont ces familles qui retombent dans le chaos à cause de la destruction de leur emplacement. C'est avec les larmes aux yeux qu'elles ont assisté à la démolition de leurs différentes activités génératrices de revenus, certaines ont peut-être pris des crédits pour financer leur activité. En moins de trois jours, toutes ces personnes ont tout perdu.

Les dirigeants du pays ne se sont jamais préoccupés des difficultés de la population. Leur seul objectif quand ils sont au pouvoir, est de créer des conditions pour l'enrichissement des bourgeois au détriment des pauvres.

Côte d'Ivoire

UN ACTE ODIEUX À L'IMAGE DE CETTE SOCIÉTÉ BARBARE

Un journal datant du 10 juillet raconte qu'un planteur de palmiers à huile a décapité son neveu de 6 ans et l'a mis ensuite dans un sac, à la demande de son féticheur.

Que lui a-t-on promis par cet acte odieux ? Un miracle pour lui-même, pour que ses palmiers produisent plus ? Ou bien, s'agissait-il d'une demande d'un riche qui espère ainsi augmenter sa richesse ? Ou encore, pour le compte d'un politicien qui espère ainsi remporter les élections à venir, parce qu'un marabout ou un féticheur le lui aurait promis ? Tout cela est possible, l'imbécilité est encore de ce monde !

Dans ce pays où l'obscurantisme est encore présent partout, des gens s'en vont voir un féticheur, d'autres un marabout, un prêtre ou un pasteur, chacun espérant qu'une magie s'opère pour lui, pour contrecarrer un fétiche, un mauvais sort, ou pour « avoir la grâce de dieu », des choses comme ça.

En tout cas, ce n'est certainement pas par ce genre de procédé que les travailleurs en finiront avec l'exploitation et l'injustice de ce monde. Il faut qu'ils prennent conscience que le seul chemin pour se libérer de l'exploitation et de la misère c'est celui de la lutte de classe.

ODIENNÉ : TRAVAILLEURS EN LUTTE CONTRE LA RAPACITÉ PATRONALE

CHEC est une entreprise dans le secteur du BTP pour la construction des routes. En ce moment, elle a le contrat de la construction de l'échangeur d'Akwaba, dans la ville d'Abidjan et aussi des routes dans la région d'Odienné. Comme dans la grande majorité des entreprises du bâtiment, les travailleurs de CHEC ne sont pas déclarés à la Cnps, ne bénéficient ni de congés payés, ni de jours de repos. C'est aussi ce qui se passe, de plus en plus, dans les usines à Abidjan. Parfois,

malgré les menaces du patron, malgré la crainte de se faire renvoyer en cas de contestation, les ouvriers décident de relever la tête pour revendiquer leurs droits. C'est ce que les ouvriers de cette entreprise ont fait.

Comme les travaux tirent vers la fin sur le lot n° 2, la direction a commencé à dégraisser son personnel en espérant que ce stratagème lui évitera d'affronter les travailleurs en bloc. Malheureusement pour elle, les tra-

vailleurs ont compris qu'il était temps de réclamer le remboursement de la cotisation CNPS qui leur a été prélevée abusivement durant tout ce temps. Le patron a dit qu'il effectuera les déclarations après leur départ de l'entreprise, mais personne ne l'a cru !

Voilà pourquoi, le 5 juillet, les ouvriers ont bloqué les bureaux avec le personnel à l'intérieur toute une journée et une nuit. Les gendarmes envoyés pour sécuriser la situation ont veillé avec eux. Le lendemain, la direction a proposé l'arbitrage de l'Inspection du travail. Les grévistes ont fini par accepter cette proposition dans l'après-midi.

Ce même jour, le 6 juillet, ce sont les travailleurs du lot 3 qui se sont mis en grève

durant trois jours pour réclamer un retard de salaire. Le sous-préfet de la localité est venu au secours du patron et a demandé aux travailleurs d'accepter d'attendre jusqu'au 12 du mois pour recevoir leur salaire.

Même si leur mobilisation n'a pas permis d'obtenir le résultat escompté, les travailleurs ont montré que la voie à suivre c'est celle de la lutte collective face aux capitalistes qui nous traitent comme des esclaves corvéables à merci. C'est ensemble, en regroupant leur force, au-delà de leur appartenance à telle entreprise ou à telle autre, qu'ils peuvent valablement se défendre face à la rapacité des capitalistes qui bénéficient en plus du soutien de l'appareil d'État.

YAMOUSSOUKRO : UNE PETITE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

AVIC INTL est une entreprise de Btp chargée de la construction de cinq lycées professionnels à travers le pays. Les conditions de travail sur les différents chantiers sont à vomir. C'est ce qui a fini par mettre en grève les travailleurs de Yamoussoukro durant 15 jours. Ils réclament des améliorations de leurs conditions de travail et le rappel de ce qui leur a été volé.

Les autorités sont intervenues pour dire aux travailleurs qu'ils n'ont rien à réclamer sous prétexte qu'ils sont de simples manœuvres sans contrat de travail. Donc, ils feraient mieux de reprendre le travail sous peine d'être licenciés.

Cela n'a pas effrayé les 140 travailleurs, bien au contraire. Ils ont pris le dessus et

ont contraint le patron à payer. Après plusieurs jours de tractations avec l'entreprise et l'Inspection, les travailleurs ont obtenu un rappel de 32 millions de francs, sur un montant de 40 millions estimé. La direction a produit également de nouveaux contrats de travail qui prennent en compte quelques revendications des travailleurs.

Le compte n'y ait pas, mais les travailleurs sont conscients que ce qu'ils ont obtenu c'est grâce à la lutte. Cette expérience les rend confiants et ils se disent prêts à reprendre la lutte à tout moment pour les autres points de revendication non satisfaits dans l'immédiat. C'est donc une affaire à suivre.

Madagascar

RIO TINTO EMPOISONNE L'EAU ET LA TERRE

Le géant minier Rio Tinto qui extrait le minerai ilménite à partir du sable des bords de mer et des plages continue de déverser des déchets toxiques dans les rivières du sud de Madagascar.

Voici le cri de détresse que les porte-paroles de l'association *Lutte pour le Sud* lancent : « *La destruction de l'environnement et l'appauvrissement de la population s'accroissent à grande vitesse dans notre ré-*

gion à cause de la non-conformité de l'exploitation ».

En effet, les sources d'eau potable sont contaminées par la présence de métaux lourds comme l'uranium, l'aluminium et le cadmium. En plus de cette pollution chimique, le taux de radioactivité ne cesse d'augmenter, rendant malades les villageois. Le nombre de femmes mettant au monde des enfants mort-nés ou malformés est en augmentation exponentielle.

Cela fait une dizaine d'années que la population de cette région se bat contre le mépris criminel de la firme Rio Tinto et aussi contre celui de l'État malgache actionnaire à 20% dans le capital de la société QMM, exploitant le site de Fort-Dauphin (Taolagnaro). Plusieurs lacs d'eau douce ainsi que des cours d'eau qui recélaient d'importantes richesses halieutiques dans le passé, sont devenus des cloaques stériles empoisonnés par la mine. Ceux qui vivent de la pêche ont perdu leur moyen de subsistance. Les agriculteurs ainsi que les producteurs de fruits et légumes subissent également des préjudices considérables.

La mine sème la désolation et la mort au vu et au su des dirigeants. À chaque fois que la crise latente éclatait, des sommes dérisoires d'argent étaient débloquées et dispatchées aux bons soins de quelques chefs traditionnels, de notables membres de la société civile, etc. Le tout accompagné de gestes démagogiques du genre distribution de quelques sacs de riz, de têtes de bétail et de denrées de base. Tout cela faisait l'objet de cérémoniaux folkloriques avec tambours, trompettes et présence ministérielle.

Rajoelina est un homme d'affaires. Ni ses prédécesseurs ni lui-même n'ont jamais rien eu à refuser aux rois de la mine, pourvu que la bourgeoisie du pays puisse s'enrichir au passage.

Le jour de la commémoration de l'indépendance du pays, le 26 juin dernier, le président lançait des appels à l'unité nationale,

à l'esprit de sacrifice des citoyens, au patriotisme et à toutes sortes de fadaises destinées à berner les travailleurs.

Les travailleurs et la population de cette région pauvre de l'Anosy ne sont pas dupes. C'est précisément ce jour là que leur lutte a repris malgré la sauvagerie de la répression qui s'est abattue sur elle. Des barrages sur la route d'accès à la mine ont été érigés avec courage et résolution pour la énième fois, le ras-le-bol éclate encore et à nouveau. Plusieurs responsables de l'association *Lutte pour le Sud*, considérés comme menaces par ce pouvoir dictatorial qui n'hésite pas à réprimer tout foyer de contestation venant des gens pauvres, ont pris la fuite. Quelques uns ont été arrêtés et incarcérés.

La population de cette région ne demande pas l'aumône, elle exige cependant son dû, c'est-à-dire des compensations financières conséquentes à accorder à tous, sans discrimination à l'égard de ceux qui ne figurent pas dans les cadastres.

De nombreux villageois font état de leurs aspirations à long terme qui est celui de bénéficier d'infrastructures d'approvisionnement en eau potable et en électricité à l'égal de ceux dont bénéficient les techniciens et cadres résidant à l'intérieur de l'enceinte de la mine. Rio Tinto ne manque pas de moyens. Avec des moments de fléchissement et de relèvement, le combat des laissés-pour-compte continue. Vive la lutte !



Blocage de l'accès à la mine de Fort Dauphin, le 26 juin 2023

France

L'ESPOIR N'EST NI DANS LA RÉSIGNATION, NI DANS LA VIOLENCE DESTRUCTRICE

Le 27 juin vers 8 heures 30 du matin, Nahel Merzouk, 17 ans, est tué par un policier à Nanterre. Deux jours après, une vague de protestations se lève. Des émeutes se déclenchent un peu partout en France. Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial des bulletins d'entreprises de nos camarades de Lutte Ouvrière daté du 3 juillet 2023 et consacré à ce sujet.



Image tirée d'une vidéo montrant un des deux policiers en train de viser Nahel, le jeune conducteur de la voiture.

On ne peut qu'être révolté par la mort du jeune Nahel, 17 ans, à Nanterre. N'y avait-il pas d'autres moyens d'arrêter cette voiture que de tirer dans le thorax du conducteur ? Que viennent faire des menaces comme « *shoote-le* » de la part d'un policier ? Si la scène n'avait pas été filmée, l'exécution aurait été déguisée en légitime défense, et c'est sans doute ce qui se passe dans la plupart des cas.

Cette fois-ci, on a la preuve par l'image : des policiers n'ont aucune retenue, ils tirent pour tuer et rétablissent, de fait, la peine de mort, parfois pour des délits mineurs. Et il suffit d'écouter les réactions de certains syndicats de policiers pour comprendre, qu'à leurs yeux, la vie d'un jeune de quartier populaire ne pèse pas lourd !

Cela, les jeunes des cités l'ont intégré, parce qu'ils vivent tous les jours les contrôles au faciès, les réflexions racistes ou les discriminations à l'emploi ou au logement.

Ils se voient condamnés à galérer sans argent, entre missions d'intérim et petits boulots mal payés, quand les jeunes de la bourgeoisie ont les relations et une belle carrière assurée. Ils sont témoins, aussi, de la façon dont leurs propres parents sont cassés ou usés par un travail mal payé qui ne leur laisse pas de répit, quand ils ne sont pas mis au chômage.

Alors oui, il y a des jeunes, des gamins, qui vivent avec la rage au cœur. C'est ce qui pousse une petite partie d'entre eux à ne rien respecter, à tremper dans des trafics, voire à pourrir le quotidien des habitants d'une cité. Et c'est cette rage qui a explosé en violence aveugle avec la mort de Nahel.

La furie destructrice qui a frappé certains quartiers suscite la consternation, le désarroi et même la colère. Et pour cause ! Ce ne sont pas les bourgeois qui voient leur voiture, leur restaurant chic ou leur terrain de tennis ou de golf partir en fumée. Ce sont les femmes et les hommes des classes populaires qui se retrouvent démunis sans centre social, sans magasin pour leurs courses, sans transport pour se rendre au travail.

Les actions de ceux qui ont passé plusieurs nuits à casser tout ce qu'ils avaient à leur portée, y compris le centre de vacances dans lequel leur petite sœur était inscrite, ou le bus médical où leur mère allait se faire soigner, témoignent d'un manque de conscience dramatique. Parmi eux se retrouvent d'ailleurs de petits voyous et les trafiquants, qui se moquent pas mal de mettre la vie des habitants en danger.

Cette rage aveugle ne doit pas prendre le dessus ! Mais qui y a-t-il pour porter la révolte de cette jeunesse et lui ouvrir une perspective ? Qui pour s'opposer à la politique du gouvernement ? Qui pour se faire respecter de la police ? Qui pour combattre la grande bourgeoisie qui dégorge de richesses, mais est de plus en plus rapace ?

La révolte destructrice de cette jeunesse est la conséquence de l'absence d'organisation du camp des travailleurs, de son manque de combativité et de politisation. Ce camp des travailleurs, les jeunes en feront partie comme ouvriers, livreurs, magasiniers, caristes, serveurs ou cuisiniers. Postes que leurs frères, leurs sœurs ou leurs parents tiennent déjà. Alors, c'est à nous tous, travailleuses et travailleurs, de montrer la voie. C'est en nous organisant et en nous battant pour nous faire respecter du grand patronat, mais aussi de la police et de la justice, que nous pourrons devenir un exemple pour les jeunes. Cette perspective est indissociable de la contestation de tout l'ordre social, car il est vain d'espérer une meilleure police ou une meilleure justice.

Derrière la police et la justice, il y a les lois de la bourgeoisie. Elles assignent les travail-

leurs et leurs enfants à se faire exploiter et servir les plus riches. Elles légitiment les inégalités. Elles permettent à un gouvernement comme celui de Macron de nous voler deux années de retraite. Elles donnent tout pouvoir à une classe de parasites, capables de tuer père et mère si cela grossissait leurs profits !

En matière de pillage et de destruction, les jeunes émeutiers n'arriveront jamais à la cheville de la grande bourgeoisie prête à mettre la terre entière en coupe réglée, à détruire la planète, à exploiter l'humanité et à fomenter les guerres.

La violence est au cœur de cette société pourrie d'injustices. Alors, nous n'obtiendrons la paix et la justice que lorsque nous enlèverons à cette grande bourgeoisie les commandes de la société. Nous construirons une société réellement juste lorsque les femmes et les hommes qui sont à la base de la production seront eux-mêmes au pouvoir et organiseront la société pour qu'elle réponde aux besoins de la population toute entière.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir